



CONTRIBUTION DE LA FNME-CGT A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ÉNERGIE DU 26 FÉVRIER 2026 RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA PÉRÉQUATION NATIONALE DES TARIFS DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Préambule – Position générale de la FNME-CGT

La FNME-CGT prend acte de l'introduction par la loi de finances pour 2026 d'une **péréquation nationale** des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (hors concessions relevant de l'article L. 432-6).

Pour notre Organisation, la péréquation constitue un **principe de solidarité territoriale** cohérent avec les exigences de **service public** attachées aux infrastructures de réseau : l'égalité d'accès et de traitement des usagers ne doit pas dépendre de la taille d'un opérateur ou des caractéristiques locales.

Néanmoins, le fait que la mise en place de cette péréquation intervienne dans un contexte de baisse du nombre de clients soulève à notre sens des **enjeux de régulation complexes, notamment vis-à-vis des Entreprises Locales de Distribution (ELD) et des autorités concédantes**. Ce projet se heurte à deux limites liées à la rupture du signal-prix local.

- D'une part, les ELD mixtes (gaz et électricité) pourraient perdre toute incitation économique à maintenir leur portefeuille gazier : le basculement de leurs clients vers l'électricité n'aurait plus d'impact direct sur les tarifs gaziers locaux, le surcoût étant absorbé par la solidarité nationale.
- D'autre part, cette mutualisation faciliterait les décisions de déraccordement des réseaux gaz par les autorités concédantes ; celles-ci pourraient engager des politiques de sortie du gaz sans en assumer les conséquences tarifaires pour les usagers restants, créant ainsi un risque de déresponsabilisation dans la gestion des infrastructures locales.

Dans le même temps, la FNME-CGT souligne que la mise en œuvre pratique de la péréquation doit éviter deux écueils symétriques :

- **Sous-compenser** certaines ELD au point de fragiliser la sécurité, la maintenance, la qualité de service et les moyens humains ;
- **Sur-compenser** de manière non justifiée, au détriment des usagers via la grille nationale.

La méthode doit donc garantir transparence, traçabilité, et robustesse face aux aléas (CRCP, volumes, obligations réglementaires).

Réponses aux questions de la consultation

Question 1: Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif spécifique ?

La FNME-CGT est **globalement favorable** à l'approche consistant à déterminer la compensation à partir de l'écart entre recettes prévisionnelles sous grille nationale et revenu autorisé, telle qu'explicitée par la formule de la CRE. Cette méthode est cohérente avec l'exigence que les tarifs couvrent les coûts d'un gestionnaire "efficace" et avec la méthode de construction du revenu autorisé.

Question 2: Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations prévisionnelles pour les ELD anciennement au tarif commun ?

La FNME-CGT émet une **réserve importante** sur une compensation **strictement forfaitaire** indexée sur la **moyenne des compensations** des ELD analysées et **proportionnelle aux PDL 2024**.

En effet, le critère PDL, pris isolément, ne reflète pas nécessairement les déterminants de coûts d'un réseau (densité, linéaire, contraintes réglementaires, systèmes d'information, trajectoires de biométhane, etc.), alors même que la CRE rappelle un contexte de baisse d'assiette et de risque de "ciseau tarifaire".

Proposition FNME-CGT :

- Faire de la publication de comptes dissociés l'option par défaut pour assurer une **régulation équitable et transparente**. Ce modèle permet de refléter les **coûts réels** d'exploitation, protégeant ainsi les petites ELD dépourvues d'économies d'échelle contre un risque de sous-rémunération. Il permet aussi des situations de sur-rémunération pointées par la Cour des comptes pour certaines ELD de distribution d'électricité. C'est également le levier indispensable pour garantir un **dialogue de gestion rigoureux** avec la CRE et fiabiliser les calculs nécessaires à la mise en œuvre de la **péréquation nationale** prévue pour 2026.
- A défaut de comptes dissociés, maintenir un cadre simplifié, mais intégrer au forfait **un mécanisme correcteur** déclenché si certains indicateurs simples (par ex. obligations réglementaires) s'écartent significativement de la moyenne ;
- ou, a minima, prévoir une **clause de revoyure** à mi-période (2027/2028) pour recalibrer si le forfait se révèle manifestement inadapté.

Question 3: Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la détermination des compensations définitives ?

La FNME-CGT est **plutôt favorable** à l'objectif de simplification (CRCP calculé en fin de période et intégré ensuite), en cohérence avec les orientations de simplification déjà discutées au cours des travaux ATRD7 des ELD.

Cependant :

- pour les ELD analysées, nous soutenons l'existence de la **possibilité d'apurement anticipé sur dossier** en cas de décorrélation forte, car elle peut servir de "pare-chocs" en période instable.
- pour les ELD forfaitaires, la position de ne **pas actualiser** et de rendre la compensation prévisionnelle définitive pose un risque : en cas de choc, elles n'ont **aucun mécanisme** de rattrapage. La FNME-CGT demande que la CRE introduise un **filet de sécurité** (sur dossier, avec pièces standardisées) pour ces 11 ELD.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la prise en charge des surcoûts liés à la péréquation par la grille tarifaire de GRDF au 1er juillet 2026 ?

La FNME-CGT est **favorable** au principe : la péréquation nationale implique logiquement que le coût soit porté par une **grille unique nationale** qui serait celle de GRDF.

Nous notons que la CRE choisi de faire porter le montant des compensations par une hausse supplémentaire du tarif en plus de l'évolution annuelle. Nous comprenons cette orientation qui se justifie par la volonté de ne pas augmenter le solde de CRCP de GRDF, déjà contraint par un plafond d'apurement, et ce dans un contexte où les volumes acheminés par GRDF en 2025 ont été significativement plus faibles que le niveau anticipé par le régulateur.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la méthode envisagée par la CRE concernant la modification de la formule d'évolution annuelle de GRDF ?

La FNME-CGT est **favorable** à l'ajout d'un terme **P** ($IPC + X + k + P$) permettant d'isoler l'effet "péréquation" et d'éviter qu'il ne gonfle artificiellement le CRCP de GRDF.

Nous demandons en revanche que la CRE garantisse une **traçabilité annuelle** du calcul de P (base de compensations, hypothèses, écarts).

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant les modalités de versement des compensations prévisionnelles ?

La FNME-CGT est **réservée** sur un versement unique tardif "avant le 31/12", qui peut être défavorable à la trésorerie des plus petites ELD.

Nous proposons d'étudier des versements **fractionnés** (au moins semestriels) ou, a minima, d'encadrer une **date cible** plus précoce et une règle d'**intérêts/majoration** en cas de retard.

Question 7 : Avez-vous des remarques sur les montants des compensations prévisionnelles et sur les scénarios d'impact de la péréquation tarifaire sur le tarif de GRDF au 1er juillet 2026 ?

La FNME-CGT observe que l'impact "péréquation nationale" sur la grille est estimé **entre +0,57 % et +0,60 %** et que l'évolution totale du tarif GRDF au 1^{er} juillet 2026 (péréquation incluse) est annoncée entre 2,90 % et 5,87 %, selon le niveau final du facteur k/CRCP.

Ces ordres de grandeur montrent que l'impact de la péréquation est **modéré** en niveau, mais elle est **hautement structurante** en principe : l'acceptabilité repose donc sur la robustesse des méthodes (notamment pour les ELD forfaitaires) plus que sur le seul pourcentage.

Nous invitons la CRE à expliciter, lors de la décision finale, les éléments réduisant les incertitudes autour du CRCP 2025 de GRDF, car cette incertitude est présentée comme déterminante pour les scénarios.

Question 8 : Avez-vous d'autres remarques concernant les orientations envisagées par la CRE pour la mise en œuvre de la péréquation nationale des tarifs de distribution de gaz ?

Service public / sécurité / compétences : la péréquation ne doit pas devenir un outil implicite de compression des moyens humains au détriment de la sécurité et de la qualité de service. Le contexte de baisse durable des volumes et le risque de "ciseau tarifaire" imposent une régulation équilibrée : maîtrise des coûts, oui, mais sans fragiliser l'exploitation et la maintenance.

Transparence et gouvernance : la gestion comptable des opérations de péréquation est confiée à GRDF ; la FNME-CGT demande des garanties de transparence, de contrôle et de neutralité dans l'exécution, compte tenu des montants en jeu.

Évaluation : la FNME-CGT souhaite qu'un **bilan public** de la première année de mise en œuvre (exercice 2026/2027) soit prévu, afin d'ajuster si des effets non anticipés apparaissent, notamment pour les ELD forfaitaires.

Conclusion

La FNME-CGT soutient le principe de la péréquation nationale comme mécanisme de solidarité et de cohérence de service public, mais demande une mise en œuvre plus sécurisée pour les ELD sans comptes dissociés, une traçabilité renforcée du terme P et des modalités de versement qui n'exposent pas les petits opérateurs à des tensions de trésorerie.